

ANALYSE Minneapolis, ville réputée progressiste, est le théâtre d'exactions policières racistes à répétition. **10-11**

SOLIDARITÉ En plein Covid-19, le Salvador subit des tempêtes tropicales. Le Nicaragua semble mieux s'en sortir. **12**

le MAG Série d'été «La culture est mon métier»: reportage dans les coulisses du Festival de la Cité, en plein montage. **17**

WEEK-END

RELIGIONS

9

LE COURRIER
VENDREDI 10 JUILLET 2020

Le Centre suisse islam et société (CSIS) offre un enseignement universitaire théologique qui se veut utile tant aux musulmans qu'à la société suisse. Une approche qui refuse d'opposer science et croyance

Une théologie positive de l'islam

CAMILLE ANDRES, PROTESTINFO

Fribourg ▶ En cinq ans d'existence, le Centre suisse islam et société (CSIS) de l'université de Fribourg a gagné une place de choix dans l'expertise sur cette religion émergente en Europe. Son champ d'étude islamo-théologique le place à part, entre une approche confessante et une vision scientifique. Explications et premier bilan avec le théologien catholique allemand Hansjörg Schmid, directeur et cofondateur du CSIS.

Le CSIS se dit à la croisée de deux traditions académiques: l'une francophone, où la religion s'analyse sous l'angle sociologique et scientifique, et l'autre germanophone, où la théologie se définit plutôt par une analyse discursive de la foi. Laquelle a pris le dessus à Fribourg?

Hansjörg Schmid: La question de l'orientation de ce champ d'études est toujours sensible. Etre à l'interface de ces traditions scientifiques et culturelles représente un défi. L'université de Fribourg a notamment été choisie pour l'installation du CSIS parce qu'elle est bilingue et située véritablement à l'interface de ces deux espaces.

Cela dit, le système suisse n'implique pas une séparation stricte avec l'Etat. D'un point de vue juridique, le droit des religions ici est plus proche de la situation allemande ou de l'Alsace-Moselle. Mais il est clair aussi pour nous que la théologie peut entraîner le risque de s'isoler et de créer un espace séparé sur le plan académique. Notre centre se devait d'être en relation avec une série d'autres disciplines, par exemple la sociologie des religions, par le biais de la chercheuse Mallory Schneuwly-Purdie.

Il nous a paru clair aussi que nos études devaient répondre à des enjeux de société, qu'il s'agisse de donner des réponses à des questions émanant des communautés musulmanes suisses ou de répondre à des interrogations de la société suisse dans sa globalité.

Cette architecture spécifique explique que notre centre avec une orientation islamo-théologique dépasse le champ classique de «l'islamologie», puisqu'il ne construit pas d'opposition entre la croyance et le caractère scientifique de la discipline.

Le centre propose un enseignement universitaire qui permette aux musulmans d'examiner scientifiquement leur propre compréhension religieuse, tout en maintenant



Les relations des Suisses avec l'univers musulman sont au cœur du travail du Centre suisse islam et société. KEYSTONE

la potentialité d'une révélation coranique. Dit autrement, vous réfutez les dogmes, mais exigez que le discours islamique soit disséqué comme une «normalité discursive». Pouvez-vous préciser cette approche?

Une normativité dogmatique, il faut l'avaler comme un médicament sans pouvoir la modifier. Une normativité discursive montre que la Révélation a un caractère dialogique: à travers l'humain c'est Dieu qui parle, il s'adresse au Prophète, le Prophète, lui, s'adresse aux humains, les humains, eux, invoquent Dieu dans leur prière... C'est un système relationnel, en discussion, ce qui se traduit dans la normativité: les normes religieuses sont ainsi le produit d'une discussion. Dans la croyance, la norme religieuse est importante comme point d'orientation. Avec un cadre scientifique, on peut la contextualiser sur le plan historique, sociologique et la traduire dans une société plurielle, différente de celles où l'islam est majoritaire. Cet aspect discursif signifie donc qu'on prend en compte la pluralité des positions. Par exemple, au lieu des habituelles catégories «conservateur» et «libéral», nous discutons à partir d'une pluralité de positions et nous n'excluons pas l'une ou l'autre d'emblée. Dans un cadre

universitaire, il faut toujours légitimer, présenter des arguments, des méthodes. Dans d'autres disciplines, c'est le même procédé, même si les intentions sont différentes. Les nôtres sont, tout en gardant une rigueur méthodique, d'apporter des contributions positives à la question des liens entre notre société et l'islam.

Cette intention affichée d'apporter une contribution positive ne risque-t-elle pas de vous délégitimer dans le champ académique?

La question de la crédibilité se pose aussi pour la théologie catholique ou réformée: aucune science ne se construit dans un espace neutre, mais elle est façonnée par différentes parties prenantes. La médecine aujourd'hui se construit par l'apport des hôpitaux, des associations professionnelles, mais aussi des laboratoires pharmaceutiques... La science n'est jamais neutre et la théologie ne fait pas exception. Mais il est clair que parmi les différentes attentes qui reposent sur nous, nous essayons de trouver un équilibre entre les réponses que nous donnons aux musulmans et celles dont a besoin la société suisse.

Comment construisez-vous cet équilibre?

Par exemple, sur la question de la radicalisation: les communautés musulmanes en ont assez de cette thématique, car elles ont l'impression de n'être perçues qu'à travers ce prisme. Mais cette thématique reste une préoccupation de sécurité intérieure, pour les médias comme pour le débat public. Aussi, nous continuons à proposer des formations continues dans ce domaine.

«La science n'est jamais neutre et la théologie ne fait pas exception»

Hansjörg Schmid

Que représente le soutien apporté au CSIS par la Confédération?

D'un point de vue institutionnel, l'université de Fribourg réalise avec le CSIS une mission à dimension suisse coordonnée par Berne. Nous collaborons ainsi avec différents cantons sur une série de mandats et de projets, dont des formations pour des collaborateurs et collaboratrices

étatiques, enseignants et enseignantes. A Genève, nous avons aussi été consultés par les responsables des cours de formation continue pour les imams. (*Ces cours n'existent plus aujourd'hui, ndr*). Nous avons collaboré avec l'UVAM (Union vaudoise des associations musulmanes) à Lausanne avec l'appui du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM). Nous formons aussi beaucoup de personnel cantonal aux questions de la pluralité religieuse et culturelle. Et nous sommes en train de finaliser un grand projet de formation d'aumôniers musulmans à Zurich, mais il y a aussi eu des collaborations avec Saint-Gall et le Tessin.

L'université doit-elle être le laboratoire pratique de la société civile? Aux Etats-Unis certains mouvements contre le racisme sont nés de recherches en sciences politiques...

Nous ne visons pas l'activisme. Il faut distinguer travail associatif et recherche universitaire: nous gardons un rôle de critique et de recul. Mais en même temps, je conçois l'université comme un laboratoire. Je me rappelle un acteur musulman associatif, qui nous a lancé: «Vous, dans votre contexte universitaire, pouvez aller plus loin que nous...» Nous offrons

un espace innovant où s'élaborent des pistes de réflexion pour demain.

Quelles solutions pour demain sont nées au CSIS?

Prenons le travail que nous avons réalisé sur les aumôniers: au début, il y a eu beaucoup de résistances: pouvait-on tout simplement utiliser ce terme, pour des musulmans? Nous avons posé des questions de fond: comment une aumônerie musulmane peut-elle faire partie d'un contexte institutionnel, être autonome dans un milieu interreligieux et synthétiser des traditions spirituelles et rituelles musulmanes avec une pratique développée dans un contexte majoritairement chrétien? Nous commençons bientôt un nouveau projet sur ces questions, focalisé sur Genève et Vaud, qui démarre par un état des lieux. Cette étude contribuera à un débat qui concerne différents acteurs: les Eglises, qui doivent se redéfinir dans un contexte de société plurielle, et les cantons qui doivent apprendre à gérer la diversité.

Vous soulignez l'importance centrale de la théologie islamique dans la formation des imams mais restez discret sur cet apport du CSIS. Pourquoi?

Dans les débats publics on assimile souvent théologie islamique à formation d'imam. Mais on ne peut pas fonctionnaliser la science pour répondre à des buts de formation (étatiques ou communautaires). C'est une question compliquée: le parcours des imams suisses est multiple. Pour certains éléments de formation de base, il y a une responsabilité communautaire et non pas universitaire. Par contre, nous sommes engagés dès le début dans la formation continue. Par exemple, via des ateliers de trois jours pour les imams, afin renforcer leurs compétences de dialogue dans le contexte suisse. A l'avenir, un master comme le nôtre pourrait être une contribution à une formation d'imam, mais ne représentera jamais une formation exhaustive. Etudier la théologie musulmane dans sa globalité ne sera pas possible en Suisse. Un futur imam suisse va combiner plusieurs éléments de formation: bachelier en Bosnie, Turquie, Tunisie, Autriche ou Allemagne, master chez nous et formations continues en accompagnement spirituel. Il n'y a pas encore de standard pour la formation des imams. Il revient aux organisations musulmanes de le formuler. L'Etat et l'université ne peuvent être que partenaires de dialogue dans ce processus. I